

La primaire à gauche n'est pas la bonne solution

di Jean-Luc Chappey, Dinah Ribard e Nicolas Schapira

Une alliance large à gauche autour d'une candidature de compromis est possible dans le sillage du Nouveau Front populaire, affirment les trois historiens, pour qui les clivages entre partis doivent nourrir un débat citoyen

Pour les historiens que nous sommes, l'ostracisme passionnel d'une partie de la gauche – on allait écrire de la gauche « non communiste » – à l'égard de La France insoumise [LFI] rappelle la situation du Parti communiste français [PCF] dans les années 1950, quand il faisait figure d'ennemi intérieur (par son anticolonialisme autant que par son alignement sur le bloc soviétique), tout à fait en dehors de ce qu'on n'appelait pas encore l'« arc républicain ».

Le PCF s'en accommodait, LFI aussi. Le PCF se voulait révolutionnaire et se construisait sur les luttes sociales et l'organisation d'un monde communiste (des colonies de vacances aux correspondants de *L'Humanité*). LFI se contente d'espérer gagner des élections. Curieuse situation que celle d'un parti au ton très radical, mais au programme pas très loin de la social-démocratie, et tellement centré sur l'élection présidentielle, alors même qu'il critique, à raison, le présidentielisme.

Cette bunkérisation tendancielle est grandement aidée par les stratégies de la frange du Parti socialiste qui fait actuellement réapparaître la figure décriée de François Hollande. Tandis que Jean-Luc Mélenchon se plaint à ne voir que des adversaires au sein du Parti socialiste [PS] – en ignorant les efforts persistants de la direction actuelle du parti pour perpétuer l'espoir d'une alliance large à gauche dans le sillage du Nouveau Front populaire [*formé en 2024*] – François Hollande, Raphaël Glucksmann et quelques autres prennent une part active à la diabolisation de LFI, qui a entre autres effets néfastes la banalisation complète du RN.

Mais qu'est-ce qui peut donc sortir d'une telle alliance de fait entre LFI et la droite du PS, fondée sur un rejet mutuel clairement revendiqué ?

Les calculs de cette droite du PS la poussent inéluctablement à consommer l'union avec les partisans d'Emmanuel Macron. Le pari est risqué : un rassemblement entre le PS droitisé et la droite « modérée » pour le second tour ne fera pas le plein des voix à gauche, ni à droite d'ailleurs. S'il est gagné, la politique qui sera menée est connue, ce sera, au mieux, la politique néolibérale et autoritaire (comme celle qui a inspiré la loi travail de 2016 ou le projet de déchéance de nationalité après les attentats de 2015) qui a commencé à se dessiner pendant le quinquennat de François Hollande, et plus vraisemblablement la variante radicale, et perméable à l'influence de l'extrême droite, qu'on en connaît avec Emmanuel Macron. Ce renoncement silencieux à une politique progressiste, écologiste, et même républicaine, est révoltant.

Suspension des candidatures

Si LFI est au second tour de la présidentielle, il est très peu vraisemblable qu'elle l'emporte contre le Rassemblement national [RN] : l'alignement idéologique de la droite et de l'extrême droite est désormais acquis, et la répulsion de l'électorat centriste à l'égard de Jean-Luc Mélenchon, entretenue par les médias et qu'il est irréaliste d'ignorer, produira son lot d'abstentionnistes. Le pari si risqué du cavalier seul apparaît lui aussi révoltant : c'est celui de la confirmation de la (re)droitisation du PS, au prix d'une victoire du RN.

Le succès électoral oublié du Nouveau Front populaire [NFP] en 2024 (il y a à peine deux ans !), cette alliance bricolée en quelques semaines, a d'abord montré les attentes unitaires d'un peuple de gauche qui existe bien. Il a également recréé, à l'Assemblée nationale, une union de la gauche effective lors de la plupart des discussions et des votes.

Il a enfin montré les potentialités d'union portées par le fin nuancier des partis de gauche – Nouveau Parti anticapitaliste, PCF, Les Verts, LFI, PS –, entre lesquels existent sur certains sujets des clivages tranchés qui nourrissent le travail des collectifs citoyens, des réunions d'élaboration de projets, des instances d'une vie politique distincte des seuls enjeux électoraux. C'est cette vie politique à gauche qui

a permis les résultats très honorables en nombre de voix et dans beaucoup de villes aux dernières élections municipales – malgré ou contre les divisions, et la faveur médiatique dont elles bénéficient.

L'élection présidentielle ne doit pas être le lieu de la mise en concurrence des projets de la gauche, surtout lorsque les grands médias sont de plus en plus maîtrisés par l'extrême droite. C'est pour cette raison que la primaire n'est pas une bonne solution : elle ne peut qu'exacerber la compétition au sein de la gauche.

Il faut viser une candidature unitaire, dont le succès permettra d'approfondir les expériences locales, en sortant enfin le pays de l'ornière des politiques autoritaires et inégalitaires qui ne cessent d'appauvrir et de durcir notre société. Après une suspension des candidatures en cours, une réunion des responsables de tous les partis et mouvements de gauche devra aboutir à un programme – en repartant de celui du NFP, ce ne sera pas si compliqué – et à une candidature de compromis.

Il reste un an, c'est largement suffisant. L'aspiration à l'union et au changement social qu'elle seule peut permettre est grande dès que l'on s'éloigne des appareils. Et quelle autre voie peut laisser espérer un recul des politiques réactionnaires que la population française subit depuis le début du XXI^e siècle ?

Jean-Luc Chappey est professeur d'histoire des sciences à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne. Il a notamment écrit « Pasteur et les antivax » (Agone, 2025) ; Dinah Ribard est directrice d'études à l'École de hautes études en sciences sociales. Elle a publié « Le Menuisier de Nevers. Poésie ouvrière, fait littéraire et classes sociales (XVII^e-XIX^e siècle) » (Gallimard/Seuil/EHESS, 2023) ; Nicolas Schapira est professeur d'histoire moderne à l'université Paris-Nanterre. Il a notamment écrit « Maîtres et secrétaires (XVI^e-XVIII^e siècles). L'exercice du pouvoir dans la France d'Ancien Régime » (Albin Michel, 2020)